

UNION DES INDUSTRIES DE LA PROTECTION DES PLANTES

2, RUE DENFERT-ROCHEREAU, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

(1) 46.05.50.52 +

JOURNÉE D'ÉTUDE ET D'INFORMATION

CONSACRÉE

AUX ESSAIS PHYTOSANITAIRES

RÉALISÉS PAR LE SERVICE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

12 MARS 1986

TOME II

DISCUSSIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

**LA MISE EN APPLICATION DES ARRETES DU 5 JUILLET 1985
CONCERNANT L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES**

par H. CARRETTE

LA RÉGIONALISATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

par J. THIAULT

JOURNÉE ORGANISÉE AVEC LE CONCOURS DU SERVICE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

SOMMAIRE

DISCUSSIONS RELATIVES A LA PREMIERE PARTIE DE LA REUNION DU 12 MARS 1986

- BLACK-ROT DE LA VIGNE Rapport de M. WEBER (SRPV "Poitou-Charentes")	p. 1 & 2
- MILDIOU DE LA VIGNE Rapport de M. MAGNIEN (SRPV "Bourgogne")	p. 1 & 2
- EXPERIMENTATION VISANT LA LUTTE CONTRE LA PYRALE DU MAIS Rapport de M. MESTRES (SRPV "Franche-Comté")	p. 3
- EFFICACITE COMPAREE DE QUELQUES NOUVELLES SPECIALITES HERBICIDES DE PRE-LEVEE Rapport de M. DELMAS (SRPV "Centre") et M. CABANNETTES (SRPV "Auvergne et Limousin")	p. 4
- EFFICACITE COMPAREE DE QUELQUES NOUVELLES SPECIALITES ANTIDICOTYLEDONES DE POST-LEVEE Rapport de M. DELMAS (SRPV "Centre") et M. CABANNETTES (SRPV "Auvergne et Limousin")	p. 4
- ESSAI DE MISE AU POINT DE METHODE DE LUTTE CONTRE LA ROUILLE BLANCHE DU CHRYSANTHEME Rapport de Mme C. CALDUMBIDE (SRPV "Pays de Loire")	p. 5 & 6

DEUXIEME PARTIE DE LA REUNION DU 12 MARS 1986

- LA MISE EN APPLICATION DES ARRETES DU 5 JUILLET 1985 CONCERNANT L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES H. CARRETTE (SPV "Paris")	p. 9
- DISCUSSION	p. 12
- LA REGIONALISATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE J. THIAULT (SPV "Paris")	p. 22
- DISCUSSION	p. 29
Tableaux 1 à 10	(en annexe)

DISCUSSIONS
RELATIVES A LA PREMIERE PARTIE
DE LA REUNION DU 12 MARS 1986

-oOo-

BLACK-ROT DE LA VIGNE

RAPPORT DE M. WEBER - S R P V "POITOU-CHARENTES"

-oOo-

MILDIOU DE LA VIGNE

RAPPORT DE M. MAGNIEN - S R P V "BOURGOGNE"

-oOo-

M. LAFON (INRA)

Ma question sera très brève, la réponse peut-être plus longue : je voulais demander à M. WEBER de nous présenter les transparents concernant le Diametan B évoqués tout à l'heure.

M. WEBER (SPV)

On a admis à la C E B que l'on pouvait appliquer des produits, dans une même parcelle à des cadences d'essai à condition d'avoir pour chacun de ces produits une référence.

Lorsque la cadence n'est pas fixe, en référence préventive, on utilise du Dithane M 45 à 3,5 kg/ha.

Quand on a affaire à des produits ayant de plus un effet curatif, on propose de prendre le Diametan B à 2,5 kg/ha.

En cadence fixe à 14 jours, on prendra comme référence le Diametan B à 2,5 kg/ha.

Avec ce type de produit, même lors de fortes attaques, l'effet curatif joue parfaitement et on oscille autour d'une efficacité de 90 % ou plus.

M. CARRETTE (SPV)

Compte tenu de l'expérience que vous avez dans la lutte contre le black-rot, quel est le délai agronomique valable que l'on pourrait fixer pour la protection des grappes, délai avant vendange ; je sais, en effet, qu'il est beaucoup plus court que sur le mildiou.

.../...

M. WEBER (SPV)

Plusieurs expérimentations montrent, dans un travail réalisé à l'INRA, que la grappe est nettement plus sensible entre la nouaison et la veraison. A partir de la veraison, la sensibilité diminue nettement. Cela ne veut pas dire que la maladie n'évolue plus mais simplement qu'elle évolue très lentement.

Nous n'avons pas de cas, dans les différents essais où les grappes sont indemnes à la veraison et où une pluie contaminatrice survient après ce stade : les attaques ont toujours eu lieu avant la veraison. Il est difficile de fixer un chiffre dans la mesure où l'évolution peut se poursuivre jusqu'à la vendange.

Dans la majorité des cas, les jeux sont faits à la veraison.

M. BAIN (SPV)

Pour le black-rot, il semblerait, selon le rapporteur, que les différents produits qui ont été expérimentés n'ont pas des efficacités "miraculeuses", ce qui signifie, dans la logique du système pratique, jusqu'à présent, que pour le Service ces produits seraient en refus d'homologation si on ne les réexpérimente pas. J'aimerais savoir ce qu'en pensent les firmes ?

M. LECHAPT (SPV)

Simplement une précision, il ne s'agit pas d'un refus d'homologation pour le SPV qui n'en a pas le pouvoir, mais un avis défavorable définitif à la demande de contrôle faite par le Comité.

-oOo-

.../...

EXPERIMENTATION VISANT LA LUTTE CONTRE LA PYRALE DU MAIS

RAPPORT DE M. MESTRES - S R P V "FRANCHE-COMTE"

-oOo-

M. CHEROUX (AGRISHELL)

J'ai remarqué l'effet qu'a produit M. MESTRES en présentant les essais Pyrale et le temps qu'il a passé à décrire un seul essai sur les quarante cinq, je crois : c'est peut-être un peu dommage. Je voudrais dire que dans l'essai qu'il a considéré, si j'avais été moi-même agriculteur, à 0,5 larve par pied, je n'aurais pas traité et donc je n'aurais pas obtenu tous ces phénomènes.

M. MESTRES (SPV)

On peut effectivement accorder un certain crédit à ce que vous nous dites à deux réserves près. La première consiste à remarquer que dans un certain nombre d'essais à 0,5 larve par pied, le traitement entraîne une rentabilité certaine. La seconde a trait à l'agriculteur qui, bien sûr, sait à la récolte qu'il a 0,5 larve par pied, mais au moment où il fait le traitement et notamment avec des produits liquides, il n'a strictement aucune idée du risque qu'il encourt. Il aurait, dans une certaine mesure, une idée un peu plus précise s'il pouvait suivre les pontes, or il ne peut le faire que s'il utilise un granulé et encore partiellement.

Cela veut dire que pratiquement, au moment d'une application, l'agriculteur est lié aux renseignements qu'il peut avoir de l'année précédente. Dans la parcelle (il s'agit d'une parcelle du SPV d'Alsace) les résultats de l'année précédente ont montré qu'il y avait 1,3 larve par pied, si mes souvenirs sont bons. Il s'agit bien sûr d'un cas et il n'est pas dans mon intention de mettre en cause l'alpaméthrine pas plus que tel ou tel autre produit.

Simplement, je voulais montrer que dans la mesure où l'on utilise un liquide, on court un certain risque que l'on est incapable de mesurer avec précision, tout au moins aujourd'hui. Par ailleurs, ce risque me semble exacerbé par l'effet variété et j'ai tendance à dire que si au niveau de la variété, on avait une idée de ce risque, il est relativement simple, dans ces conditions là, de l'éviter dans une large mesure. C'était seulement là le but de mon propos et non de mettre en cause l'alpaméthrine je suis persuadé que n'importe quel pyréthrinaïde liquide aurait donné des résultats du même type : l'extrapolation n'engageant que ma propre responsabilité.

-oOo-

.../...

EFFICACITE COMPAREE DE QUELQUES NOUVELLES SPECIALITES

HERBICIDES DE PRE-LEVEE

RAPPORT DE M. DELMAS - S R P V "CENTRE"

ET M. CABANNETTES - S R P V "AUVERGNE ET LIMOUSIN"

-oOo-

EFFICACITE COMPAREE DE QUELQUES NOUVELLES SPECIALITES

ANTIDICOTYLEDONES DE POST-LEVEE

RAPPORT DE M. DELMAS - S R P V "CENTRE"

ET M. CABANNETTES - S R P V "AUVERGNE ET LIMOUSIN"

-oOo-

M. LABIT (DU PONT DE NEMOURS)

Je voudrais seulement faire un commentaire sur l'Allié : je suis d'accord avec M. DELMAS sur les conclusions concernant l'Allié qui a, sur le paturin, une efficacité si les adventices sont très jeunes, en revanche, les efficacités sur plantes plus âgées sont souvent négligeables ou insuffisantes ; par contre sur Agrostis, nous avons observé de très bonnes efficacités, ce qui confirme pleinement les conclusions du rapporteur. Sur dicotylédones, nous reconnaissons également la faiblesse du produit sur gaillet et véronique à feuilles de lierre ; en revanche, je suis un peu étonné qu'il soit jugé faible sur coquelicot alors que sur les 4 notations rapportées, une seule est à 40 % d'efficacité causé à mon avis par un traitement trop tardif et les 3 autres à plus de 90 %.

Enfin, je voudrais signaler l'efficacité du produit sur chardons, vous n'avez qu'un seul résultat sur cette adventice ; nous en avons de nombreux qui montrent une action intéressante sur cette adventice.

M. DELMAS (SPV)

C'est exact mais dans ce cas là le traitement n'étant pas fait à la même époque, l'efficacité sur d'autres adventices pourra être, dans ces conditions, nettement inférieure.

-oOo-

.../...

ESSAI DE MISE AU POINT DE METHODE DE LUTTE
CONTRE LA ROUILLE BLANCHE DU CHRYSANTHEME
RAPPORT DE Mme C. CALDUMBIDE - S R P V "PAYS DE LOIRE"

-oOo-

M. LAURENT (CIBA-GEIGY)

Au plan de la phytotoxicité à propos du Tilt, avez-vous fait des observations concernant la croissance des plantes traitées ? Nous sommes, en effet, très réservés sur cette utilisation.

Mme CALDUMBIDE (SPV)

J'étais tout à fait au courant des difficultés qui peuvent être soulevées par l'emploi du Tilt notamment concernant une certaine nanification des plants. Je pourrais vous présenter des résultats où durant deux années, en 84 et 85, des mesures de la taille des plants m'ont mis en évidence aucune action freinatrice du Tilt.

Je sais que cet inconvénient a été souvent mis en avant mais cette année un essai sans répétition avec une dizaine de plants choisis par le professionnel a confirmé cette absence d'action. Le seul problème de phytotoxicité que j'ai pu rencontrer concerne Calirus appliqué malgré la réticence de la firme, mais pour répondre au souhait des professionnels. Cette conclusion doit être, par ailleurs, modulée en fonction de la variété car selon la variété testée, les symptômes n'apparaissent pas. Enfin, il s'agit d'un produit qui tache et qui est, par conséquent, contre-indiqué pour les potées fleuries. Pour conclure sur le Tilt, dans les conditions de nos essais, rien n'a été observé.

M. LARTAUD (BASF)

Je confirme parfaitement ce que vous venez de dire. La firme BASF en France a toujours été très réservée sur l'emploi de Calirus et n'était pas très favorable à cette expérimentation ni aux les utilisations qui en sont faites.

Mme CALDUMBIDE (SPV)

Calirus est très efficace sur les maladies du gazon et j'avais noté dans un texte de Mme GROUET qu'il était utilisé en Hollande et qu'il y avait eu des résistances de Puccinia à ce produit. Pouvez-vous nous apporter des précisions sur ce point?

.../...

M. LARTAUD (BASF)

Il est exact qu'il est utilisé en Hollande et en Italie depuis pas mal d'années ; on retrouve peut-être moins de problème de sélectivité, cela dépend des variétés ; quant aux phénomènes de résistance, je suis désolé de ne pouvoir vous répondre, je ne dispose d'aucune information sur ce sujet.

M. LECHAPT (SPV)

A la suite de ce rapport, je voudrais demander aux firmes si elles vont solliciter des homologations pour ces usages mineurs, étant entendu qu'il suffira, dans ces conditions, de récupérer les données déjà existantes. Faudra-t-il en faire la demande ou bien en prendrez vous l'initiative ?

M. LARTAUD (BASF)

Je veux bien répondre le premier : ma réponse est non.

Mme CALDUMBIDE (SPV)

Personnellement, je suis très intéressée par le Tilt qui m'a semblé prometteur et je me proposais de voir si un travail pouvait être réalisé avec ce produit.

J'ai oublié de dire que les trois produits étant des triazoles, il serait souhaitable d'adjoindre à cet essai un autre produit de crainte de voir apparaître des phénomènes de résistance avec vitertanol, triadimenol et propiconazole.

Mme MENAGER (BAYER FRANCE)

Je ne veux pas répondre à M. LECHAPT pour le Tilt mais je peux répondre pour le Baycor : nous avons effectivement l'intention de demander l'homologation pour Baytan 5 liquide.

M. LAURENT (CIBA-GEIGY)

Pour répondre à M. LECHAPT, nous sommes, pour l'instant, encore très réservés sur cet usage du Tilt.

-oOo-

.../...

DEUXIEME PARTIE

DE LA REUNION DU 12 MARS 1986

-oOo-

H. CARRETTE

LA MISE EN APPLICATION DES ARRETES DU 5 JUILLET 1985
CONCERNANT L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

-oOo-

J. THIAULT

LA REGIONALISATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

-oOo-

.../...

J. THIAULT

Nous reprenons donc notre séance de l'après-midi qui sera d'ailleurs assez courte puisqu'elle doit s'arrêter à 16 heures, pour pouvoir tenir ensuite, à 16 heures 30, l'Assemblée Générale de l'ANPP à laquelle je souhaite que tous ceux d'entre vous qui en sont membres puissent assister, et j'espère que vous l'êtes tous.

Pour l'instant, nous allons développer deux sujets d'intérêt général dont le premier vous sera exposé par M. CARRETTE qui traitera des nouveaux arrêtés publiés en Juillet 1985 et réglementant plus strictement les usages des produits phytosanitaires. Je vous parlerai ensuite des conséquences de la régionalisation du Ministère de l'Agriculture.

-oOo-

.../...

LA MISE EN APPLICATION DES ARRETES DU 5 JUILLET 1985
CONCERNANT L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES

H. CARRETTE

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je vais donc vous présenter l'état d'avancement de notre nouvelle réglementation concernant l'utilisation des produits.

Vous avez certainement été attentifs au fait que le 12 Juillet 1985 étaient publiés au Journal Officiel deux textes :

- un arrêté qui modifie l'arrêté général concernant l'utilisation des produits antiparasitaires à usage agricole,
- et un arrêté relatif à la délivrance d'autorisations d'emploi qui servira de volet de sécurité à l'arrêté précédent en verrouillant les utilisations.

Il faut bien rappeler que la vente et l'usage des produits étaient distincts sur le plan réglementaire.

La vente relevait de la loi d'homologation de 1943 modifiée en 1972 et que cette loi était exhaustive : il était interdit de vendre ou d'importer tout ce qui n'était pas homologué.

L'utilisation relevait de l'arrêté concernant l'application des produits antiparasitaires qui, lui-même, était relié à des dispositions du Code de la Santé Publique.

Un certain nombre de préparations étaient classées suivant leur nature :

- Tableau A pour les poisons

- Tableau C pour les produits dangereux.

En application de ces textes, les ministères concernés pouvaient prendre des dispositions limitatives quant à l'emploi et à la délivrance de ces produits. Leurs usages en tant que substances vénéneuses pouvaient être réglementés par ces textes.

La réglementation d'emploi était donc particulièrement liée à une classification en fonction de la toxicité des produits, et par conséquent, seuls les produits classés pouvaient être réglementés.

Par contre, les préparations ou les matières actives non classées relevaient de textes tels que ceux de la réglementation des fruits et légumes, notamment en matière de résidus.

.../...

Il est donc apparu depuis une dizaine d'années l'utilité de lever cette ambiguïté, en particulier au regard du perfectionnement de la loi d'homologation en matière de catégories notamment.

Il fallait pour ce faire rapprocher l'utilisation de la vente et répondre ainsi au vœu des ministères chargés de l'environnement, de la consommation et de la santé.

Cette clarification a donc été entreprise, et cela en étroite concertation avec la Commission des Antiparasitaires qui est, dans notre système de l'homologation et du contrôle des produits, l'organisme interministériel et interprofessionnel consulté par le Ministre de l'Agriculture ou les autres Ministres sur des questions relatives à l'utilisation des produits, ou sur règles et des normes à établir pour l'homologation de ces produits.

Cette clarification devenait également nécessaire du fait de l'apparition de nouveaux textes concernant le classement des substances puisque, comme vous le savez, la réglementation européenne sur les substances et les préparations, notamment les pesticides, est actuellement en voie d'achèvement et nous aurons donc des textes à proposer concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des produits. La notion de substance vénéneuse est actuellement en cours de modification au profit de la notion de substance dangereuse, puisqu'on y a adjoint le risque pour l'environnement.

L'apparition de ces textes européens nécessitait une révision du Code de la Santé Publique.

Compte tenu de ce brassage réglementaire, il était souhaitable de clarifier l'usage et la vente des produits, et la Commission des Produits Antiparasitaires qui est à l'origine de ces textes a été chargée de les mettre en application.

La mise en place d'une réglementation positive et conforme aux décisions d'homologations nous a conduit à instituer des groupes de travail pour revoir et mettre à jour la liste des catégories d'homologation.

Vous savez tous qu'il existe un guide concernant ces catégories d'homologation qui comporte deux listes :

- usages principaux

- usages assimilés.

La notion d'usage assimilé est devenue caduque dans la mesure où le fabricant ne peut plus choisir de faire figurer ou non ce type d'usage sur la demande d'homologation.

Désormais, tous les usages qui figureront sur l'étiquetage seront ceux qui auront été homologués ou autorisés provisoirement à la vente.

La notion d'usage assimilé va subsister par contre, mais pour un autre aspect que je développerai plus tard lorsque nous aborderons les problèmes de fonctionnement.

.../...

Les groupes sont tripartites et constitués de six personnes :

- deux représentants de l'industrie et de la distribution
- deux représentants des utilisateurs
- deux représentants de l'Administration (INRA et SPV).

Seize groupes thématiques ont été créés : trois concernent le traitement des semences, les pépinières et les plantations de ligneux, et treize sont spécifiques des différentes cultures et correspondent aux têtes de chapitre du document actuel sur les catégories d'homologation.

Ces groupes ont cinq objectifs qui seront précisés dans une circulaire à l'intention des membres de la Commission des Produits Antiparasitaires :

1. Dresser la liste complète des usages suivant un plan établi qui nous permettra de posséder un document complet regroupant les utilisations possibles des produits sur les ennemis des cultures.

2 - Dresser une deuxième liste qui sera celle des assimilations biologiques. En effet, si nous perdons la notion d'assimilation au sens de l'étiquetage, il faut cependant prévoir une liste d'assimilations biologiques qui donnera une certaine souplesse à cette procédure par ailleurs très rigoureuse, et au fabricant la possibilité de connaître les essais qui seront précisément exigés à l'appui de la demande.

3 - Obtenir la confirmation de la liste d'assimilation des cultures en vue de l'analyse de résidus. Il sera très important de savoir, au départ, si l'usage qui figurera dans la liste N°1 pourra être assimilé toxicologiquement à tel autre, et éviter ainsi un blocage par la Commission d'Etude de la Toxicité.

Il existe une liste qui a été adoptée en 1982, qui précise les cultures sur lesquelles il est nécessaire de réaliser des études de résidus, mais elle doit être définitivement adoptée.

4 - Dresser la liste des cas qui sont réglés par l'existence de produits déjà homologués en ajustant la préconisation et l'homologation. Cela devrait aller très vite car le système informatisé depuis une quinzaine d'années devrait faciliter grandement cette tâche.

5 - Face aux préconisations de la liste 1, tenter de proposer des produits qui se répartissent en deux catégories : il y aura ceux qui sont conseillés de manière plus ou moins officielle par le SPV, les Instituts ou l'INRA, et ceux qu'il faudra aller rechercher sur le terrain, qui répondent à des problèmes ponctuels mais qui n'ont pas déjà fait l'objet de préconisations.

Ce travail est très important et je voudrais dire que le plus simple a été réalisé, mais que le plus dur reste à faire. Sur le terrain, le désherbage de telle ou telle culture, la lutte contre tel ou tel parasite impliquent une information des utilisateurs sur ce qu'il faudra faire, sur ce que l'industrie peut mettre à leur disposition ou ce que le SPV pourra leur apporter.

Cette adéquation nécessaire est la partie la plus difficile à mettre en oeuvre.

Je vais très prochainement convoquer les membres des différents groupes car le travail est considérable, notamment en ce qui concerne la synthèse et la collection des données.

Voilà, Monsieur le Président, les implications de ces nouveaux textes et les actions à entreprendre pour les mettre en oeuvre.

DISCUSSION

M. THIAULT (SPV)

Merci M. CARRETTE, pour cette information sur l'ensemble de la procédure et si je devais résumer l'essentiel de ce qui en découle, je dirais que dans le stade antérieur, il n'y avait en quelque sorte qu'une seule voie pour obtenir une autorisation d'emploi pour un produit, c'était de déposer une demande et de faire la preuve de son innocuité et de son efficacité pour l'usage demandé. Les nouvelles dispositions introduisent un système différent par rapport à cette voie unique.

La demande doit concerner un produit déjà sur le marché - et je crois qu'il faut insister sur cette notion : il s'agira toujours de produit ayant déjà reçu une homologation - émanant des utilisateurs et non plus des producteurs, nous aurons une remontée d'informations, une demande pour l'utilisation de certains produits pour des usages qui n'ont pas été prévus à l'origine. Par conséquent, il y a là une union beaucoup plus grande, entre les études faites par les organismes de terrain, et notamment les utilisateurs, et les organismes de production industriels.

Pour ce type d'usage, la démonstration de l'efficacité ne sera plus à faire par l'industriel, et par conséquent, le problème est ramené pour la société à une acceptation de responsabilité de l'utilisation de son produit pour un usage déterminé. On aura donc dans ce cas là, une procédure que l'on pourrait qualifier de "simplifiée" au niveau de l'homologation, mais qui rejoint la procédure normale.

Ainsi, à partir du moment où les Commissions auront défini les usages de produits qui pourraient être demandés, il appartiendra à l'industriel de prendre la responsabilité de faire la demande pour cet usage. Bien entendu, il sera dispensé de la preuve de l'efficacité.

Voilà, je crois, comment l'on peut résumer cette procédure et je passe sous silence le cas extrême où l'industriel ne prendrait pas cette responsabilité, laissant le soin à la discussion d'évoquer cette question qui ne manquera certainement pas d'être soulevée.

M. LARTAUD (BASF)

Il y a certains points qui méritent quand même d'être éclaircis, car l'interprétation de cette loi sur le terrain est très variable et on entend souvent dire actuellement que tel organisme va demander une homologation pour tel produit de telle firme. Il faut que les choses soient claires, et si j'ai bien compris, les demandes d'homologation incombent toujours à la firme et uniquement à la firme.

.../...

M. CARRETTE (SPV)

L'arrêté du 5/07/85 concernant la délivrance d'autorisation d'emploi de produits phytosanitaires fait effectivement intervenir les fabricants.

Dans un premier temps, la remontée d'informations du terrain va passer par les groupes de travail qui vont fonctionner en permanence. Ensuite ce dialogue s'établira avec les fabricants au sein de la Commission des Produits Antiparasitaires qui seront interrogés sur l'usage envisagé, en leur laissant un délai de réponse.

Il y aura alors, soit une demande d'extension d'emploi entrant dans la procédure normale, soit un refus et le fabricant donnera les arguments de son refus. A ce moment, il appartiendra à la Commission des Produits Antiparasitaires, à la Commission des Toxiques, au Comité d'Homologation, de donner un avis sur l'opportunité de publier un arrêté ministériel pour délivrer l'emploi du produit. En aucun cas, d'autres structures que celles du Ministère de l'Agriculture ne seront impliquées dans cette procédure de délivrance d'extension d'emploi. Cela aura lieu par une concertation au sein de la Commission des Produits Antiparasitaires qui a seule la compétence pour examiner et appliquer ces textes. J'espère avoir été clair sur ce sujet.

M. LARTAUD

Vous avez été clair mais vous avez évoqué le cas où l'industriel, pour une raison ou une autre, n'accepte pas de déposer une demande d'homologation, et où l'administration va quand même pouvoir conseiller le produit sans autorisation, puisque la firme n'aura pas fait de demande.

M. CARRETTE (SPV)

L'arrêté prévoit la délivrance par le Ministre de l'Agriculture d'autorisation d'emploi. Donc, il va s'établir une procédure indépendante du fabricant qui permettra à l'utilisateur de mettre en oeuvre un produit : cette autorisation sera délivrée pour cinq ans, en concertation avec le Comité d'Homologation, la Commission des Produits Antiparasitaires et la Commission des Toxiques, si des problèmes toxicologiques se posent.

M. LARTAUD (BASF)

Dans ce cas, je repose la question classique déjà souvent évoquée : qui assume la responsabilité de l'emploi du produit dans le cas que vous évoquez ?

M. CARRETTE (SPV)

Le problème de responsabilité est très important et il a été posé dès le départ. On constate que des déviations d'usage existent dans la pratique avec le risque de phytotoxicité. Il n'y a pas de réponse à votre question aujourd'hui, mais il y aura lieu de bien définir la responsabilité au moment de la délivrance d'emploi. Le Ministre de l'Agriculture ne sera pas responsable et ne paiera pas s'il y a de la phytotoxicité.

Il faudra donc informer l'utilisateur des risques qu'il encourt.

On pourra rediscuter de ce problème quand les groupes auront déposé les listes que j'évoquais tout à l'heure.

.../...

M. THIAULT (SPV)

Je crois que sur ce point, il faut faire une analyse très pragmatique de la situation. Qu'a voulu le législateur en introduisant cette disposition particulière de l'éventuelle autorisation ministérielle par dessus la tête, en quelque sorte, du détenteur du produit ?

Il a tout simplement voulu éviter de se trouver bloqué dans sa propre autorité par la volonté commerciale d'une firme. Tout est là.

En fait, comment se présente le problème ? Ou bien en face d'un problème parasitaire déterminé, on dispose déjà de produits homologués pour cet usage, ou bien il n'en existe aucun.

Dans le premier cas, si ces produits donnent satisfaction, il n'y a pas de raison que l'on intervienne dans le cadre de cette procédure et on reste dans le domaine de l'utilisation normale de la loi d'homologation. Si par contre, on est en face d'un problème parasitaire pour lequel aucune homologation n'a été délivrée - soit parce qu'il s'agit de cultures vraiment mineures, soit parce qu'on a affaire à un parasite exceptionnel - et que des essais ont été faits sur le terrain par des organisations diverses qui peuvent être des instituts, des groupements d'agriculteurs, ou même le Service de la Protection des Végétaux, - à partir de ce moment là, on essaye de ramener le produit à la procédure classique. On constate l'efficacité de tel produit pour l'usage considéré et on avertit l'ensemble des firmes détentrices d'un produit contenant la matière active que l'on recherche, que l'on est prêt à leur donner cet usage, si elles en font la demande.

Et il suffit qu'il y en ait une seule qui fasse cette demande : cela nous suffit.

Si personne n'y souscrit il sera alors demandé les raisons des refus.

Si ce sont des raisons toxicologiques, le Ministre ne prendra certainement pas le risque d'autoriser le produit pour lequel la firme lui aura montré qu'il y a un risque de cette nature ; donc cette hypothèse peut être purement et simplement écartée.

Si la raison est un risque de phytotoxicité, il faudra que la firme le montre, et là encore, si ce risque est sensible et réel, le Ministre de l'Agriculture, bien qu'il dégage sa responsabilité dans cette affaire par une formule stipulant que l'utilisateur est seul responsable, ne prendra pas non plus le risque de donner le conseil.

On est donc ramené au cas très particulier suivant : une firme refuserait de demander un usage pour lequel on ne lui demande rien d'autre que de faire la demande pour des raisons qu'elle ne pourrait pas expliquer. L'hypothèse n'est pas à exclure ; nous n'ignorons pas qu'il peut y avoir des raisons commerciales à ce que, dans certaines régions, une firme ne souhaite pas demander un usage pour un produit déterminé.

Mais dans ce cas là, si aucun risque ni toxicologique ni phytotoxique ne peut être prouvé, il y a des chances pour que le Ministre de l'Agriculture délivre l'autorisation d'usage. Dans tous les cas, l'usage sera publié au Journal Officiel et il sera indiqué dans une phrase sur les termes de laquelle nous nous sommes mis d'accord, à la fois avec vos représentants syndicaux et ceux de l'Administration - notamment du Ministère chargé de la Consommation - que l'usage déterminé est sous la seule responsabilité de l'utilisateur et que le fabricant n'a pas voulu demander l'autorisation d'utilisation de son produit pour cet usage.

Je comprends parfaitement que vous soyez attachés à ce problème et si j'ai essayé de vous détailler comment, en pratique, l'affaire devait se présenter, c'était surtout pour vous dire que je pense personnellement que les situations de cette nature seront en nombre extrêmement limité.

.../...

M. LARTAUD (BASF)

En d'autres termes, M. THIAULT, jusqu'à présent les firmes avaient à faire des dossiers pour obtenir l'homologation de leurs produits, dans l'avenir elles auront aussi à faire des dossiers pour solliciter des refus d'homologation.

M. THIAULT (SPV)

Cela peut effectivement être ce qui se produira.

M. MICHEL (BAYER FRANCE)

Je pense que dans cette assemblée, tout le monde en a été très civil et que la présentation que vous avez faite, Monsieur le Président, est une présentation assez idyllique, mais je reviendrai sur des problèmes un peu plus matériels.

Vous avez évoqué, tout à l'heure des organismes divers : dans quelle mesure accepterez-vous qu'un groupement de quelques agriculteurs éventuellement motivés par une firme vous présente une demande pour un usage particulier, ce qui aurait pour avantage d'éviter à la firme la constitution d'un dossier très important ?

Par ailleurs, si deux firmes sont détentrices d'une matière active commercialisée sous deux noms de spécialités différentes et que l'une des firmes incite un groupement "divers" à déposer une demande pour sa seule spécialité, cette demande pourra-t-elle aboutir ?

Mon troisième point concerne des informations insuffisantes concernant la sélectivité des produits vis-à-vis notamment d'espèces ornementales, dont le nombre de variétés interdit pratiquement d'en connaître toutes les réactions. Comment dans ce cas une clause de dégagement de responsabilité sera-t-elle accueillie par les tribunaux ? Les juristes présents pourront peut-être donner des éléments de réponse.

M. THIAULT (SPV)

Sur le premier point, il ne faut pas se méprendre et l'appellation "organismes divers" était pour moi une simplification purement oratoire, il est évident que ces organismes doivent être d'abord des organismes professionnels agricoles reconnus, c'est-à-dire à tout le moins, des groupements d'agriculteurs.

Ensuite, il ne s'agira pas pour eux de faire une simple demande, il s'agit d'apporter à la Commission des Produits Antiparasitaires une information technique qui se substitue en quelque sorte à celle que la firme aurait pu offrir à l'appui de sa demande. Autrement dit, il faut fournir des essais, des résultats, donc il s'agit dans ce domaine de substituer une voie technique à une autre voie technique. La Commission ne prendra évidemment en compte, que des demandes qui seront étayées par des éléments techniques suffisants.

Pour la deuxième question, je vous répondrai que la loi fait obligation au Ministre de l'Agriculture de proposer l'extension d'emploi à l'ensemble des firmes détentrices d'un produit contenant la matière active jugée efficace.

.../...

Par conséquent, même si les essais ont été réalisés avec un seul de ces produits, cela n'empêchera pas le Ministre de solliciter de toutes les firmes considérées, une demande d'extension.

Enfin, le troisième point a été très largement débattu à la Commission des Produits Antiparasitaires. Je ne suis pas juriste moi-même, mais j'ai entendu les avis contradictoires de juristes, tous aussi éminents les uns que les autres. Il y en a une catégorie devant lesquels je suis, en tant que fonctionnaire obligé de m'incliner, ce sont ceux qui représentent le Ministère de l'Economie et des Finances, et ils nous ont affirmé par écrit qu'il n'y avait pas de problème sur ce point.

Je n'ai aucune raison valable de remettre en cause cette affirmation. Vos représentants ont pu se permettre de le faire, pas moi.

Mais dans ce domaine encore, il faut faire preuve d'un esprit pratique, si malgré les précautions que j'ai prises pour souligner le caractère de cette procédure, un problème se pose un jour et un procès a lieu et si l'interprétation de vos représentants prévaut, je pense qu'immédiatement le Ministère de l'Agriculture en tirera la conclusion que cette partie de la réglementation a été mal vue et qu'elle n'est pas applicable. Si, au contraire, le jugement confirme ce point de vue, le problème sera une fois pour toutes résolu.

Mon souci personnel dans cette affaire est qu'il ne faut pas nous priver d'une voie légale pour réaliser un certain nombre d'extensions d'emploi indispensables à l'agriculture, de crainte de voir apparaître des problèmes juridiques hypothétiques qui devraient être en pratique très limités.

M. MICHEL (BAYER FRANCE)

Vous avez insisté sur la réalisation d'essais mis en place par ces organismes et je voudrais rappeler qu'un certain nombre de membres éminents de la CEB se penche sur le problème de la définition et de la validité d'un essai, qualificatif qu'on ne peut pas attribuer à n'importe quel travail de terrain.

M. GUILLOU (UIPP)

Je voudrais revenir un instant sur le plan toxicologique et je me retourne à la fois vers le Service de la Protection des Végétaux qui assure le Secrétariat Administratif de la Commission des Toxiques et vers l'INRA et plus particulièrement vers M. HASCOET.

M. CARRETTE signalait il y a un instant qu'il existait une liste d'assimilation de cultures, en vue de l'analyse de résidus qui avait déjà été présentée à la Commission des Toxiques, mais qui n'avait jamais fait l'objet d'une approbation définitive.

Il me paraît tout à fait indispensable, pour que ces textes puissent être valablement et efficacement mis en application, que cette liste soit définitivement adoptée par la Commission des Toxiques.

.../...

M. SOYEZ

En fait, n'ayant pas pris connaissance de ces textes, je me posais la question de savoir si cette nouvelle procédure pouvait interférer avec la législation sur les brevets.

Il y a déjà longtemps on préconisait la simazine non autorisée pour lutter contre le vulpin en céréaliculture, cette matière active étant protégée à l'époque par un brevet. On pourrait à nouveau se trouver devant des cas semblables ; que risque-t-il de se passer ?

M. THIAULT

Le principe qu'il faut admettre est qu'il s'agit de mettre un peu plus d'ordre dans ce type d'usages non autorisés. Comme M. CARRETTE vous l'a expliqué, la législation antérieure se limitait à la réglementation de la vente, et fermait les yeux sur les usages qui étaient faits du produit, sans s'il était inscrit au Tableau A et à ce titre encadré par des dispositions légales restrictives et spécifiques. En dehors de ce cas précis, toute liberté était accordée aux utilisateurs.

Nous voulons éviter ce désordre et qu'une accusation soit portée sur les agriculteurs et sur les fabricants de fermer les yeux sur l'utilisation dangereuse et abusive de certains produits.

Je ne pense pas qu'il y ait dans cette affaire d'interférence avec la législation des brevets pour une raison très simple : l'objectif principal de la réglementation est de ramener le plus possible les demandes d'extensions d'usages à la règle communale.

Nous n'avons donc envisagé que le cas que j'ai qualifié de tout à fait exceptionnel où pour des raisons difficiles à déterminer le fabricant ne demanderait pas l'usage et où le Ministre l'estimerait utile à l'agriculture.

M. CARRETTE

Je rappellerais à ce propos ce qui a déjà été dit à plusieurs reprises : il n'appartient ni à la Commission des Toxiques ni à la Commission des Produits Antiparasitaires de faire respecter la loi sur les brevets. Par contre, les produits étant déjà sur le marché, ce problème du brevet ne sera probablement pas directement posé.

Je voudrais également revenir sur la réflexion de M. GUILLOU. Si la liste de 1982 portant sur les assimilations de cultures en vue de l'analyse de résidus n'a pas eu l'écho espéré, elle n'a pas été pour autant rejetée. Il faut dresser les listes déjà évoquées et elles constitueront le document de référence de l'homologation pour le fabricant et le préconisateur. Une fois ce document rédigé, il faudra le faire adopter par la Commission des Toxiques.

Cette nouvelle législation nous permettra de mieux appréhender les usages des produits et notamment de défendre certains d'entre-eux dans les instances communales.

M. MALLET (ONC)

Concernant le rôle de la Commission des Toxiques, il n'y a pas que cette préoccupation de résidus car qui dit extension d'emploi, dit peut-être application dans d'autres sites, donc dans un autre environnement.

Un nouveau problème de toxicité peut donc se poser.

M. CARRETTE (SPV)

Quand le Ministère de l'Agriculture sera amené par l'intermédiaire du Comité à examiner des extensions d'emploi, la Commission des Toxiques sera certainement appelée à émettre un avis dans certains cas. La liste sur l'assimilation des cultures pour l'étude des résidus est un document pratique pour les demandeurs d'homologation, qui doit les inciter à demander des autorisations. Les extensions d'emploi qui impliqueraient un risque nouveau pour l'environnement seraient étudiées dans le contexte toxicologique nouvellement créé.

M. MALLET (ONC)

Je suis tout à fait d'accord et c'est pour cela que votre phrase disant que "la Commission des Toxiques serait consultée s'il y a un problème" est curieuse, car il n'y a que la Commission des Toxiques qui peut valablement juger s'il y a ou non un problème particulier.

M. THIAULT (SPV)

Non, M. MALLET, je ne suis pas d'accord avec vous.

Dans la réglementation, c'est le Comité d'Homologation qui est chargé de décider quels sont les produits qui doivent être soumis à la Commission des Toxiques qui est une commission consultative pour le Ministère de l'Agriculture.

Elle entre dans le schéma de la procédure mais elle n'est pas un point de passage obligatoire pour la totalité des dossiers.

Le point de répartition des dossiers est le Comité d'Homologation où se fait le premier examen des dossiers, mais dans le circuit que nous venons d'évoquer, le pilote est la Commission des Produits Antiparasitaires qui, étant interministérielle et interprofessionnelle, est chargée de l'interprétation des textes.

Ce n'est donc pas la Commission des Toxiques qui choisit les dossiers qu'elle examine.

Il existe au Comité d'Homologation les spécialistes nécessaires pour orienter les dossiers.

.../...

M. MALLET (ONC)

Les essais réalisés par des organismes divers évoqués tout à l'heure, sont mis en oeuvre avec des produits non homologués. Ne faut-il pas une demande d'expérimentation?

M. THIAULT (SPV)

Non M. MALLET, il s'agit dans les textes que je vous engage à relire, uniquement d'extension d'emploi et donc seulement d'usages non couverts par la lère autorisation. Autrement dit, nous n'assouplissons pas la réglementation, mais au contraire nous la durcissons du point de vue de la protection de l'environnement.

Actuellement, les produits peuvent être utilisés sans restriction à l'exception du problème des résidus.

Si un fongicide céréale est étendu aux cultures légumières, il sera indispensable d'avoir l'avis de la Commission des Toxiques, et indispensable également que la firme fasse l'effort de fournir des analyses de résidus.

M. BAIN (SPV Pays de Loire)

Nous avons entendu jusque là l'avis des représentants de l'industrie, j'aimerais donner celui du préconisateur.

Je pense que cette nouvelle réglementation était nécessaire pour les grandes cultures, la vigne et l'arboriculture ; en revanche, elle risque de nous poser des problèmes pour les cultures marginales qui n'intéressent pas beaucoup les sociétés, telles que les cultures légumières ou ornementales.

Je voudrais évoquer d'abord, le cas où sur des cultures ornementales ou maraîchères, différents parasites surviennent brutalement, les délais risquent d'être longs et incompatibles avec l'urgence du problème parasitaire et la nécessité d'une réponse rapide.

Enfin, dans le cas de produits communément employés par l'agriculteur et dont la firme ne veut pas demander l'extension, un cas très précis peut être cité : c'est celui de l'emploi de la simazine sur fève.

Son emploi est possible mais peut entraîner quelques risques. La firme ne demandera jamais une extension pour cet usage et pourtant ce produit sera conseillé et très largement utilisé. Que se passera-t-il alors ?

Pourrais-je avoir des réponses pour ces questions ?

.../...

M. THIAULT (SPV)

Pour la première de ces questions, je dirais que la procédure d'urgence est prévue. La situation que vous évoquez concerne le seul cas où un parasite nouveau en terme d'importance économique apparaît. Il s'agit d'une situation relativement rare, sinon le parasite aurait été inventorié par les groupes de travail et on aurait déjà dû commencé à chercher un moyen de le combattre.

Pour la deuxième question, la réponse est simple : y-a-t-il un autre moyen pour résoudre le problème que vous soulevez ? S'il existe un autre herbicide pour désherber la fèverole, il n'y a aucune raison d'engager la procédure dans ce cas-là.

Les agriculteurs prennent alors leurs responsabilités vis-à-vis de l'environnement et du consommateur.

M. LAURENT (CIBA-GEIGY)

Avant que ces textes ne soient publiés, les problèmes existaient et chaque fois qu'il nous est apparu possible et raisonnable, au plan agronomique et toxicologique, de faire une réponse positive, nous avons répondu à l'attente des utilisateurs.

Il me paraissait utile de souligner l'esprit dans lequel nous travaillons tous.

Mais je voudrais aussi mentionner un cas précis : celui de *phytophthora fragariae*.

Ayant pris conscience du problème et malgré les risques encourus, nous avons demandé une autorisation de vente pour répondre à l'attente des producteurs.

Nous avons eu alors la surprise de constater qu'une poursuite d'expérimentation nous était imposée par le Comité.

Il me semble que cela n'est pas très conforme à l'esprit de la réglementation qui est envisagée actuellement.

M. THIAULT (SPV)

Je vous remercie de souligner ce point qui répond à l'optimisme dont personnellement je veux faire preuve, mais bien entendu, si la réglementation avait déjà été en place, nous n'aurions pas été amené à vous demander cette poursuite des essais... à vous tout seul tout au moins.

M. MIMAUD (SPV)

Je voudrais demander que les autorités chargées d'examiner les listes de produits pour des usages un peu particuliers fassent preuve d'une certaine souplesse.

L'exemple de la rouille blanche du chrysanthème montre que seuls deux produits étaient disponibles. L'un d'entre-eux est un peu phytotoxique et a provoqué des phénomènes de résistance.

Il faut donc que les industriels et les producteurs jouent le jeu.

Par ailleurs, il faut se rendre compte qu'en horticulture, de nombreuses préconisations sont faites par des brochures du COLUMA par exemple, pour des produits non homologués, malheureusement, on ne dispose pas de référence pour tous les parasites.

Je voudrais aussi exprimer le regret de ne pas voir associé le Ministère de l'Environnement aux Groupes de Travail.

Enfin, des matières actives comme le linuron en culture florale par exemple, ne sont pas demandées à l'homologation, alors qu'il n'y a aucun problème de toxicologie.

M. CARRETTE (SPV)

Je rappellerais simplement que le Ministère de l'Agriculture a la maîtrise de cette procédure, et que le fait que nous en ayons seuls la maîtrise, lui confère une souplesse qui n'existerait peut-être pas si d'autres départements ministériels y participaient.

Les déviations d'usage sont interdites chez nos partenaires européens. Nous avons donc là rejoint la sage position de l'Europe communautaire.

M. BERAUD (STAUFFER)

Je voulais seulement avoir confirmation que les dossiers d'expérimentation qui seront proposés par des organismes divers pour cette procédure d'extension seront bien communiqués aux firmes pour pouvoir juger de la valeur de leur demande.

M. THIAULT (SPV)

Il me semble que l'on introduit dans cette affaire un formalisme qui n'existe pas.

Que cherche-t-on en réalité ?

On cherche à rendre plus officielle une procédure déjà libre et publique. Les organismes qui font ce type d'étude doivent les publier. C'est normal.

Je pense et, si vous le permettez, ce sera pour moi la conclusion, qu'il faut insister sur la notion de dialogue évoqué tout à l'heure par M. CARRETTE.

Notre souci, et c'est déjà le cas dans la procédure d'homologation, est d'instaurer un dialogue aussi franc et aussi ouvert que possible entre familles professionnelles qui savent de part et d'autres de quoi elles parlent et de perturber au minimum les excellentes relations qu'elles entretiennent.

-oOo-

.../...

Je dois donc vous parler des récentes dispositions retenues pour la Réforme des Services Extérieurs du Ministère de l'Agriculture et surtout vous dire en quoi cette réforme a modifié le fonctionnement du Service de la Protection des Végétaux.

Tout d'abord quel est l'esprit de cette réforme ?

Il faut d'abord se pénétrer de l'idée que l'Administration Française a connu une évolution considérable au cours des dernières années avec l'introduction de la loi sur la régionalisation. Dans ce système, l'Etat en tant que puissance nationale a abandonné un assez grand nombre de domaines de compétences au profit des collectivités locales que sont la région, le département et la commune.

Au sein du Ministère de l'Agriculture, comme dans d'autres Ministères, bon nombre de domaines de compétences a ainsi été transféré aux autorités élues des collectivités locales. Dans le domaine de l'aménagement, par exemple, toutes les actions conduites antérieurement par le Ministère de l'Agriculture sont désormais du ressort des conseils généraux de département.

De même, les lycées agricoles sont maintenant du domaine départemental.

Il s'agit d'une réforme fondamentale pour le Ministère de l'Agriculture dont les structures des services extérieurs qui dataient de 1965 étaient fondées sur une structure exclusivement départementale, à l'exception de quelques services à compétence régionale comme celui de la Protection des Végétaux, mais sans structure vraiment officielle à cet échelon.

La réforme a eu pour effet de renforcer le pouvoir du Préfet. En effet, antérieurement, bien que tous les fonctionnaires du département soient placés sous les ordres du Préfet, les Ministères fonctionnaient sous une forme très verticale et le Directeur départemental de l'Agriculture était avant tout sous les ordres du Ministre de l'Agriculture.

La loi de régionalisation a modifié cet équilibre en réaffirmant le pouvoir des Préfets et en plaçant sous ses ordres, au niveau régional et départemental, l'ensemble des services de l'Etat. Il s'est donc instauré une structure très fortement décentralisée dès lors que les Ministres ne peuvent s'adresser à leurs subordonnés dans les départements et dans les régions, qu'à travers l'autorité du Préfet. Je pense qu'il faut bien saisir cette évolution pour comprendre l'organisation nouvelle du Ministère de l'Agriculture.

En quoi consistait la réforme des décrets de décembre 1984 ?

En deux points essentiels :

- d'une part la création d'un échelon régional qui n'existait pas jusqu'alors avec l'apparition des Directions Régionales de l'Agriculture et de la Forêt placées sous les ordres d'un Directeur Régional,
- et d'autre part, le resserrement d'une disposition de la réforme de 1965 qui donne désormais au Directeur Départemental de l'Agriculture un pouvoir hiérarchique sur la totalité des fonctionnaires de l'agriculture du département.

C'est donc dorénavant de l'autorité renforcée du Préfet que découlent directement ces deux Directions Départementale et régionale.

.../...

A partir de là, les services techniques ont dû entrer dans le moule et un problème s'est posé tout particulièrement pour le Service de la Protection des Végétaux dont la structure essentiellement régionale était complétée par des antennes départementales. Fallait-il conserver cette structure régionale et par conséquent donner à un directeur régional un pouvoir dans les départements que par ailleurs il ne pouvait pas détenir puisque le Préfet de région n'a pas autorité sur les Préfets de département ? On se trouvait devant un conflit d'autorité administrative. On devait donc appliquer à la Protection des Végétaux l'intégralité de la réforme : désormais les pouvoirs en matière de Protection des Végétaux s'exerceraient au travers des Directions Régionales d'Agriculture et des Forêts (D.R.A.F.) et des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt (D.D.A.F.).

1 - ORGANIGRAMME ET MISSIONS

L'organigramme du **Tableau 1** situe le Service de la Protection des Végétaux au sein du Ministère de l'Agriculture comme l'un des trois services dépendant de la Direction de la Qualité, le Service de la Protection des Végétaux exerçant son autorité sur les services extérieurs qui dépendent à l'échelon régional d'une Direction Régionale d'Agriculture et des Forêts et à l'échelon départemental d'une Direction Départementale de l'Agriculture.

Les pouvoirs dont sont investis les deux types d'échelons de cette structure sont assez différents dans leur conception. L'échelon régional a un rôle d'appui technique, d'organisation et de coordination de l'activité des services extérieurs, alors que l'échelon départemental a un rôle de mise en oeuvre et d'application de la réglementation et des programmes d'activité.

Ces attributions sont bien entendu théoriques car cela supposerait qu'il y ait partout le nombre de fonctionnaires nécessaires, et comme ce n'est pas le cas, cela implique tout un ensemble de dérogations, de telle manière que la machine fonctionne.

Néanmoins, cette réforme nous a imposé la mise en place de services régionaux dans chaque région administrative, et comme il existait des circonscriptions phytosanitaires dont certaines regroupaient deux régions administratives (**Tableau 2**), nous avons été amenés à créer un certain nombre de services supplémentaires.

Voilà donc très schématiquement brossé le cadre de cette réforme.

Je vais maintenant développer les responsabilités des différents services en matière de Protection des Végétaux.

Tout d'abord quelles sont les attributions de la Protection des Végétaux et à quels textes de base se réfère-t-on ?

Le **Tableau 3** montre le schéma de cet ensemble d'attributions. Il s'agit tout d'abord de pouvoirs de police phytosanitaire, donc d'attributions à caractère réglementaire qui consistent, d'une part en la surveillance du territoire pour éviter l'introduction d'ennemis pouvant venir de l'extérieur et la prolifération de ceux qui existent à l'intérieur, et d'autre part, en la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures de prophylaxie sous forme de lutte collective obligatoire. De plus, ces attributions concernent toute la réglementation relative à l'homologation donc au contrôle de l'utilisation des produits phytosanitaires, des matières fertilisantes, et des supports de cultures.

Il faut savoir que le domaine réglementaire relatif à la surveillance du territoire et aux mesures de prophylaxie découle essentiellement de la Convention Internationale de Rome de 1951 elle-même héritière d'une série de conventions internationales qui se sont succédées depuis la convention phyloxérique de Berne de 1888. Ces conventions internationales représentent un engagement des Etats à mettre en place des systèmes de protection interne mais aussi des systèmes qui réglementent les échanges de produits végétaux entre les signataires.

L'autre fondement essentiel de cette réglementation, c'est le code rural qui a repris tout un ensemble de textes élaborés au cours de la fin du XIX^{ème} siècle et de la première moitié du XX^{ème}.

La loi d'homologation, qui vous le savez, est fondée sur la loi de 1943 est une loi - et je ne manque jamais de faire remarquer - qui a précédé de plus de 30 ans la loi générale sur le contrôle des produits chimiques en France, mais qui est aussi l'une des toutes premières lois d'homologation utilisée en Europe.

Enfin, il faut évoquer un domaine qui n'est pas réglementaire, mais s'apparente au contraire au développement, qui est celui de l'expérimentation, des études de modélisation et des avertissements agricoles. La mise en place de ce Service repose sur l'un des engagements souscrits dans la convention internationale de Rome de 1951 mais aussi sur des textes relativement anciens et notamment un décret qui en 1914 créait un service de météorologie agricole et des avertissements dont les attributions ont été transférées au Service de la Protection des Végétaux, au moment de sa création en 1941.

Avant de détailler chacun de ces points, je voudrais souligner l'originalité de la structure française par rapport à celle de nombreux pays voisins qui allie à l'intérieur d'un même service, des compétences à caractère réglementaire avec des activités techniques et de développement. Cette structure est à mon avis un avantage considérable dans la mesure où elle permet aux fonctionnaires investis d'un pouvoir réglementaire de développer des compétences techniques sans lesquelles ce pouvoir réglementaire est plus théorique que pratique, et je crois que cette association ne peut qu'accroître l'efficacité de l'ensemble.

Voyons maintenant les différentes attributions en les reprenant dans l'ordre où elles étaient sur le tableau.

2 - SURVEILLANCE SANITAIRE DU TERRITOIRE

Sur ce schéma n° 4, je voudrais faire ressortir qu'en matière de surveillance du territoire, l'organisme d'exécution essentiel que constitue la Direction Départementale de l'Agriculture et des Forêts (D.D.A.F.) se trouve relié à l'activité du Service Régional de la Protection des Végétaux et utilise les services d'un réseau d'observateurs, et d'un réseau de laboratoires. Ces derniers sont soit annexés au service régional, soit constitués, en association avec l'INRA, par les Groupements Régionaux d'Intérêt Scientifiques Phytosanitaires (GRISP).

Les diagnostics nécessaires pour le contrôle des pépinières ou demandés par les exportateurs ou les importateurs, passent obligatoirement par le laboratoire du Service Régional.

Par conséquent, l'organe qui détient la responsabilité réglementaire de l'application dans ce cas-là est le Directeur Départemental de l'Agriculture, alors que celui qui détient la connaissance et les outils techniques est le Service Régional de la Protection des Végétaux.

Le bon fonctionnement implique un échange permanent entre ces deux échelons, l'un apportant à l'autre un appui technique souvent constitué par la substitution de ses agents à ceux de la direction départementale.

Il y a là un phénomène de symbiose entre ces deux organismes qui peut quelquefois générer certains conflits, mais qui induit également une nécessaire et permanente collaboration et donc pour les services régionaux un rôle de coordination prédominant.

.../...

Le rôle des organismes nationaux est important puisque la surveillance du territoire touche bien entendu à tous les problèmes de relations internationales. A partir du moment où il y a relation avec des organismes internationaux ou étrangers, l'échelon national du service prend obligatoirement le relais, de même que la coordination avec les organisations professionnelles nationales se fait nécessairement par le Service Central de la Protection des Végétaux.

Pour illustrer ce schéma, le **Tableau 5** montre le réseau de laboratoires construits depuis 1981 qui comprend en plus des laboratoires régionaux, les GRISP qui ont à la fois une mission régionale et une mission nationale d'encadrement scientifique du réseau. Ce sont des laboratoires chargés de définir la méthodologie appliquée par l'ensemble des autres laboratoires et de surveiller, sur le plan scientifique, la valeur de cette application.

Il y a donc un système d'échanges entre les laboratoires régionaux et les GRISP pour appliquer les techniques conformes à la méthodologie élaborée par ailleurs et nécessairement reconnue au plan international.

C'est la raison pour laquelle nous avons tenu à utiliser cette structure en association avec l'INRA pour disposer à la fois d'un appui et d'un censeur scientifiques.

Cette association doit se faire avec un esprit de collaboration car si nous recherchons un soutien, nous recherchons aussi une caution et qui dit caution, dit nécessairement jugement de valeur.

L'ensemble du réseau correspond à la structure des anciennes circonscriptions phytosanitaires et non à celle des régions administratives et par conséquent, certaines d'entre-elles n'ont pas de laboratoire, c'est notamment le cas de la Franche-Comté, de la Haute Normandie, du Limousin et de la Corse. Il faudra nécessairement que dans les années à venir, nous puissions combler cette lacune, car ces structures sont indispensables au fonctionnement moderne du Service de la Protection des Végétaux.

L'autre système implanté pour réaliser la cohérence de l'ensemble est un réseau informatique. Mis en place il y a trois ans par tranches successives, nous pouvons dire qu'il est actuellement opérationnel à 80 % et qu'il le sera à 98 % au 1er Janvier 1987, dans la mesure où un système informatique n'est jamais tout à fait terminé.

Le **Tableau 6** vous présente ce réseau informatique qui constitue incontestablement une des assises modernes, scientifiques du Service et un outil de communication de plus en plus indispensable au moment où les structures administratives tendent au contraire à prendre de l'indépendance les unes par rapport aux autres.

Le réseau informatique et le réseau de laboratoires seront pour nous deux moyens de maintenir une cohésion scientifique dans l'ensemble du Service de la Protection des Végétaux.

Ce réseau est constitué par sept points d'implantation que nous appelons des noeuds informatiques : il s'agit d'un mini-ordinateur au service de deux ou trois régions voisines. Dans chacune de ces régions existe un ensemble de matériel, sous forme soit de micro-ordinateur, soit de terminaux pour les mini-ordinateurs. Les noeuds informatiques sont eux-mêmes reliés à un site central qui se trouve à Toulouse dans une des implantations des Services de l'Informatique du Ministère de l'Agriculture.

.../...

Par conséquent, on peut arriver en cas de besoin, notamment en matière de surveillance du territoire, à la constitution de fichiers nationaux sur des domaines particuliers, donc à une fusion nationale de l'ensemble des données. Pour résumer, notre réseau comporte donc trois étages :

- 1 étage régional sous forme d'un matériel micro-ordinateur très classique.

- 1 étage inter régional constitué par les noeuds informatiques qui permet déjà des échanges et donc une coordination.

- 1 étage national qui permet une fusion nationale et surtout une communication interne entre toutes les composantes de ce matériel informatique.

Ainsi, grâce à ce système, nous avons établi au sein du Service de la Protection des Végétaux, un système de messagerie interne par minitel ou console informatique qui nous rend évidemment les plus grands services.

3 - PROPHYLAXIE

En ce qui concerne la prophylaxie et les luttes obligatoires (**Tableau 7**), il existe un système que l'on pourrait presque qualifier de parallèle. C'est-à-dire une organisation administrative - toujours constituée par les trois éléments déjà évoqués : Service National, Direction Départementale - mais qui s'adresse aux différents étages d'une structure professionnelle basée sur l'existence des Groupements de lutte contre les ennemis des cultures, de Fédérations Départementales, de Fédérations Régionales, et enfin d'une Fédération Nationale.

La mise en oeuvre de certaines prophylaxies et de certaines luttes obligatoires (par exemple la lutte obligatoire contre le feu bactérien) découlent d'un arrêté ministériel, et des arrêtés préfectoraux qui rendent obligatoire dans telle ou telle partie du territoire, l'application des mesures décidées par l'arrêté ministériel.

L'arrêté ministériel fixe le cadre juridique et les arrêtés préfectoraux définissent les zones et les conditions d'application au plan local.

4 - HOMOLOGATION

Dans le domaine de l'homologation (**Tableau 8 - partie haute du graphique**), la cheville ouvrière est le Service Central de la Protection des Végétaux et spécialement le bureau du contrôle des produits antiparasitaires animé par notre collègue M. CARRETTE.

Cette structure est en contact d'une part avec les firmes qui en font la demande, et d'autre part avec les différentes instances chargées de l'instruction des demandes dépendant du Comité d'Homologation.

Les demandes requièrent l'avis d'une part d'un certain nombre de rapporteurs dont la majorité appartient à l'INRA, et d'autre part l'avis des toxicologues de la Commission des Toxiques, du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, et dans certains cas de l'Académie de Médecine.

Dans ce domaine, les échelons régionaux et les échelons départementaux interviennent soit pour la mise en place des expérimentations de contrôle, soit pour une mission beaucoup plus générale de contrôle de l'application et de l'utilisation des produits.

Enfin à cette structure d'autorisation, il faut ajouter toutes les structures un peu particulières, comme les stations de désinsectisation qui sont sous le contrôle direct de l'Etat et donc désormais des Directions Départementales de l'Agriculture, ce sont notamment les opérations de désinsectisation portuaires. Mais aussi on doit mentionner la procédure d'agrément et de contrôle des entreprises de fumigation des sols ou de fumigation des locaux.

.../...

Le rôle essentiel dans la procédure de l'homologation, revient donc beaucoup plus à l'Administration Centrale qu'aux Services Extérieurs, sauf pour l'expérimentation où leur rôle, au contraire, est primordial.

5 - EXPERIMENTATION

La mise en place de l'expérimentation (**tableau 9**) est coordonnée par le Service Central, en liaison d'une part avec le Comité d'Homologation, et d'autre part avec les firmes ou les instituts techniques, mais en relation avec les besoins exprimés par les régions.

Il y a aussi bien souvent une liaison très directe entre les agriculteurs et le Service Régional, mais dans le principe, la Direction Départementale est l'organisme d'exécution, de mise en place des essais, donc de contacts avec l'agriculteur et par conséquent d'expression de résultats et de besoins.

Ces résultats et propositions remontent à travers un premier organe de coordination et de synthèse que constitue le Service Régional, pour aboutir à la synthèse nationale réalisée par le Service Central. Il y a alors discussion et mise au point d'un programme national à partir des propositions faites par les collaborateurs de terrain.

C'est un exercice auquel se livre actuellement l'équipe de M. LECHAPT et qui est souvent très délicat car dans ce domaine il faut agir très vite, dans le court intervalle de temps séparant la fin de la campagne précédente du début de la suivante, de manière à ne pas perdre un an dans l'utilisation des résultats.

6 - AVERTISSEMENTS AGRICOLES

Enfin, la dernière attribution qui est un peu l'aboutissement de tout le reste, concerne la fonction de conseil à travers les avertissements agricoles qui est un rôle essentiel du Service Régional (**tableau 10**).

Les textes de 1984 laissent au Service Régional le soin de la diffusion et de l'élaboration des avertissements agricoles. En effet, on considère que la région administrative coïncide plus ou moins avec une grande région géographique où les conditions de milieu sont telles que l'on peut raisonner la lutte contre tel ou tel parasite dans une entité climatique relativement homogène. Quand cela n'est pas possible, on estime que l'on peut la ramener à quelques unités simples à l'intérieur d'un ensemble.

L'action du Service Central dans ce domaine est tout d'abord une action de définition d'objectifs de programmes et de synthèse des résultats. La base ECOPHYT alimentée désormais par la procédure d'homologation, constitue le fond documentaire commun à l'ensemble des Services de la Protection des Végétaux.

Cette base a été conçue à l'origine pour nos propres besoins, mais devant l'importance de l'outil que nous avons constitué, nous avons considéré que nous devions le mettre à la disposition, non pas du grand public, mais d'un certain nombre de nos partenaires.

Le rôle national est donc avant tout un rôle de coordination et de documentation ; le rôle actif étant réservé au Service Régional.

La Direction Départementale intervient à travers son personnel Protection des Végétaux pour organiser et centraliser le fonctionnement d'un réseau d'observateurs (environ 2000 répartis sur l'ensemble du territoire) qui sont soit des ingénieurs ou des techniciens du développement, soit encore des agriculteurs qui acceptent de participer à cette information.

.../...

Ces observateurs sont déjà ou seront très rapidement reliés par voie télématique au réseau du Service. Leurs données introduites directement et quotidiennement dans les fichiers informatiques seront utilisées par les avertisseurs du Service Régional pour la prévision. C'est là que peuvent intervenir les modèles de prévisions et c'est la raison pour laquelle toute cette structure ne peut véritablement fonctionner efficacement qu'à l'échelon régional.

Cette élaboration faite par l'équipe régionale est rediffusée auprès des utilisateurs par différentes voies.

Les bulletins écrits, envoyés par voie postale constituent la voie la plus classique et la plus ancienne, mais ils sont complétés grâce à des centres serveurs télématiques, en avis dont l'utilisation se fera de plus en plus par le système kiosque, c'est-à-dire en libre-service. Ces deux systèmes de bulletins écrits et télématiques se présentent sous une forme non pas concurrentielle mais complémentaire. Le système télématique constitue plutôt un système d'alerte, l'autre au contraire constitue le système de fond apportant en même temps qu'une information, une documentation ou un rappel des connaissances techniques.

7 - CONCLUSION

Je me suis efforcé de vous présenter à la fois l'ensemble des attributions de la Protection des Végétaux et son fonctionnement à travers les nouvelles structures.

Je souhaiterais vous avoir fait partager ma conviction qu'à travers les structures quelles qu'elles soient, dans un domaine technique comme le nôtre, ce qui compte avant tout c'est la compétence des hommes qui sont chargés de l'appliquer et leur volonté de communiquer. Tout le reste n'est que littérature.

J'ai personnellement déjà une longue carrière administrative derrière moi. J'ai traversé des structures administratives extrêmement diverses et je me suis toujours aperçu qu'il y avait une vérité essentielle, c'est que les faits sont têtus et que, quelle que soit l'imagination des hommes pour empiler les cubes de la droite vers la gauche, de la gauche vers la droite, de haut en bas ou de bas en haut, si les faits se produisent régulièrement au même endroit, ils continueront toujours à se produire au même endroit.

Je crois qu'au sein du Service de la Protection des Végétaux, nous avons pu constituer une équipe qui s'est fortement renouvelée au cours de ces dernières années et dont la compétence doit être préservée ; à travers la cohésion technique de l'ensemble et à travers cette réforme, c'est le souci essentiel que nous avons eu. Je pense que nous pourrions maintenir cette unité de l'ensemble du service, grâce notamment au réseau informatique et au réseau de laboratoires qui constituent l'ossature essentielle de l'appui scientifique, dans un esprit de cohésion et de communication dont aujourd'hui nous avons une fois de plus le témoignage. Je vous remercie.

-oOo-

.../...

M. COGNET (LA QUINOLEINE)

Dans le schéma que vous nous avez présenté M. THIAULT, les avertissements sont régionaux et ils contiennent en fait deux types d'informations. Les unes qui sont des informations de base concernant les méthodes de traitement, les produits utilisables, les autres concernant des faits conjoncturels, c'est-à-dire des informations relevées au champ par les observateurs sur place. Concernant la première fonction des avertissements, c'est-à-dire les informations de base, quel est le rôle imparti au niveau régional à l'expert ou au rapporteur de tel ou tel thème. Ces données fondamentales de base sont-elles transmises à toutes les circonscriptions

M. THIAULT (SPV)

Les rapporteurs et les experts ont des fonctions exclusivement techniques et je dirais latérales par rapport aux fonctions normales des agents, il s'agit de fonctions supplémentaires que l'on donne à certains d'entre-eux. Quel en est le but ? Il est précisément de pouvoir disposer à l'intérieur du Service d'un ensemble de synthèses des informations disponibles au cours d'une campagne sur un thème déterminé. Nous appelons un thème le couple "hôte-parasite" du type de tous ceux que nous avons traités ce matin.

Pour chaque thème, un rapporteur est chargé de collecter dans l'ensemble des régions la totalité de l'information, d'en faire un rapport, de le diffuser à l'ensemble de ses collègues, et de le discuter au cours d'une réunion annuelle de bilan. Ce rapport constitue un apport technique de base qui s'ajoute à l'ensemble des autres types de documentations. Les experts sont eux chargés de coordonner l'activité des rapporteurs pour une culture déterminée.

Par ailleurs, on peut avoir le besoin de faire le point sur un problème particulier. Nous demandons alors à l'expert d'établir une note de synthèse sur le sujet qui est généralement une note interne diffusée uniquement à l'intérieur du service pour rappeler un certain nombre de points fondamentaux.

Enfin, nous pouvons être amenés à établir en commun, avec nos partenaires du secteur de la préconisation (INRA et instituts concernés) une position concernant un problème précis : par exemple, "quelle attitude est-il souhaitable d'avoir devant l'apparition de souches résistantes de mildiou" ?

Ceci dit, chaque service régional a la responsabilité de ses propres avis, indépendamment des notes techniques diffusées par le canal de l'Administration Centrale. Les avertisseurs sont amenés à s'engager en fonction de la documentation dont ils disposent et des informations qu'ils ont pu recueillir sur le terrain.

Je ne sais pas si j'ai parfaitement répondu à votre préoccupation.

M. COGNET (LA QUINOLEINE)

Peut-être pas à ma préoccupation mais en tous les cas à ma question, car ma préoccupation est de savoir si effectivement on peut aller vers des homologations régionales au moins officieuses, sinon officielles ?

.../...

M. THIAULT (SPV)

Non, c'est clair, la loi d'homologation est une loi nationale et elle s'applique à l'ensemble du territoire.

En matière d'avertissement agricole, la règle doit être de dire tout ce que l'on sait mais rien que ce que l'on sait. C'est-à-dire ce qui a été obtenu et prouvé par des expérimentations réelles. Il ne s'agit pas de faire passer dans des bulletins d'avertissement agricole des hypothèses ou des états d'âme. Ceci dit, les individus qui rédigent ces bulletins - souvent pris par le temps ou les nécessités locales - peuvent parfois se laisser entraîner ou manquer de préciser certaines choses et vous êtes là pour être les censeurs de cette fonction en vous adressant d'abord au responsable de la publication qui est le chef du service régional considéré, car c'est sous sa responsabilité que le bulletin est édité, et c'est lui qui est le signataire gérant du bulletin.

Mais si vous estimez qu'on ne vous comprend pas, le service central est évidemment toujours ouvert pour vous écouter et essayer de comprendre vos réclamations.

M. CHEROUX (AGRISHELL)

Vous nous avez parlé des attributions du SPV, des laboratoires régionaux, des GRISP qui font un travail considérable et qui sont je crois saturés de travail. Il y a quelque temps, disparaissait le laboratoire d'analyses nématologiques du CNIH, est-ce que vous pensez pallier cette déficience, car ce laboratoire nous rendait de grands services?

M. THIAULT (SPV)

Je vous dirais que je suis très franchement désolé de ce qui est arrivé au laboratoire du CNIH. Mais il s'agissait-là d'une structure entièrement professionnelle et les problèmes et les difficultés enregistrés tiennent peut-être au fait qu'elle était trop importante pour la profession qui lui servait de support. C'est un problème qui nous échappe, mais il est vraiment dommage que l'on n'ait pas trouvé le moyen de continuer à faire fonctionner ce laboratoire.

En ce qui nous concerne, nous avons un laboratoire qui travaille sur la nématologie, nous développons des fonctions d'analyses nématologiques dans le maximum de laboratoires régionaux du Service de la Protection des Végétaux, non parce que le laboratoire du CNIH a des difficultés, mais parce que c'est une des activités dont nous avons besoin pour notre propre fonctionnement et pour les contrôles réglementaires. Ceci dit, nous ferons un certain nombre d'analyses et j'espère pour ma part que le laboratoire du CNIH qui doit poursuivre de toute façon son activité sous une forme un peu différente, pourra se maintenir.

M. PETRINKO (DU PONT DE NEMOURS)

Vous avez dit, M. THIAULT, que l'expérimentation de contrôle serait exécutée par les régions.

M. THIAULT (SPV)

Non, par les services extérieurs, sous la coordination et le contrôle technique des régions.

M. PETRINKO (DU PONT DE NEMOURS)

Ne pensez-vous pas que pour des raisons pratiques d'utilisation, les régions seront tentées d'utiliser un produit de référence différent de celui recommandé à l'échelon national et en particulier par la CEB ?

M. THIAULT (SPV)

Il faut dans ce domaine être très clair. Ce ne sont pas des recommandations, mais des instructions. Le système fonctionne sous une forme hiérarchisée et M. LECHAPT va pouvoir vous le préciser encore plus nettement, puisque c'est lui qui est la cheville ouvrière de cette affaire-là.

M. LECHAPT (SPV)

Effectivement, le contrôle est une tâche qui est à exécuter. Bien que l'on soit amené à négocier les programmes pour tenir compte des possibilités au niveau des régions (on ne peut en effet imposer un programme qui serait totalement irréaliste par rapport aux moyens de travail à disposition), à partir du moment où un programme a été déterminé, il tient compte des recommandations de la CEB. Les résultats seraient sinon considérés comme inexploitable et ne correspondraient absolument pas à la demande de contrôle faite par le comité.

M. GUILLOU (UIPP)

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous remercier pour votre exposé qui, s'il n'a pas apaisé toutes nos préoccupations, a répondu à bon nombre de nos questions. Merci également à M. CARRETTE pour les explications qu'il a fournies pour la mise en oeuvre des nouveaux arrêtés. Merci aussi à tous les intervenants et merci enfin à vous tous, Mesdames, Messieurs, pour l'attention que vous avez portée à ces exposés depuis ce matin.

Je vous donne rendez-vous dans un an pour une nouvelle journée SPV/UIPP.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DE LA QUALITE

Service Vétérinaire
de
Santé Animale

Service Vétérinaire
d'hygiène alimentaire

S. P. V.

SERVICE DE LA PROTECTION DES
VEGETAUX

Direction Régionale de l'Agriculture
et de la Forêt
D.R.A.F.

SERVICE REGIONAL DE LA PROTECTION
DES VEGETAUX
S. R. P. V.

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt
D.D.A.F.

PROTECTION DES VEGETAUX
P. V.

SERVICES REGIONAUX



ATTRIBUTIONS

POLICE**PHYTOSANITAIRE**

- . *Surveillance sanitaire du territoire*
- . *Contrôle des pépinières*

CONVENTION
ROME 1951

-

CODE RURAL
LIVRE X

-

DECRETS

27 JUILLET 1951
28 DECEMBRE 1984

PROPHYLAXIE

- . *Défense contre les organismes nuisibles*
- . *Luttes collectives*

HOMOLOGATION

- . *Contrôle des produits antiparasitaires et matières fertilisantes*

L O I S

2 NOVEMBRE 1943
13 JUILLET 1979

RECHERCHE**APPLIQUEE**

- . *Expérimentation*
- . *Modélisation*
- . *Etudes*

DECRET

10 FEVRIER 1914

-

CONVENTION
ROME 1951

-

AVERTISSEMENTS**AGRICOLES**

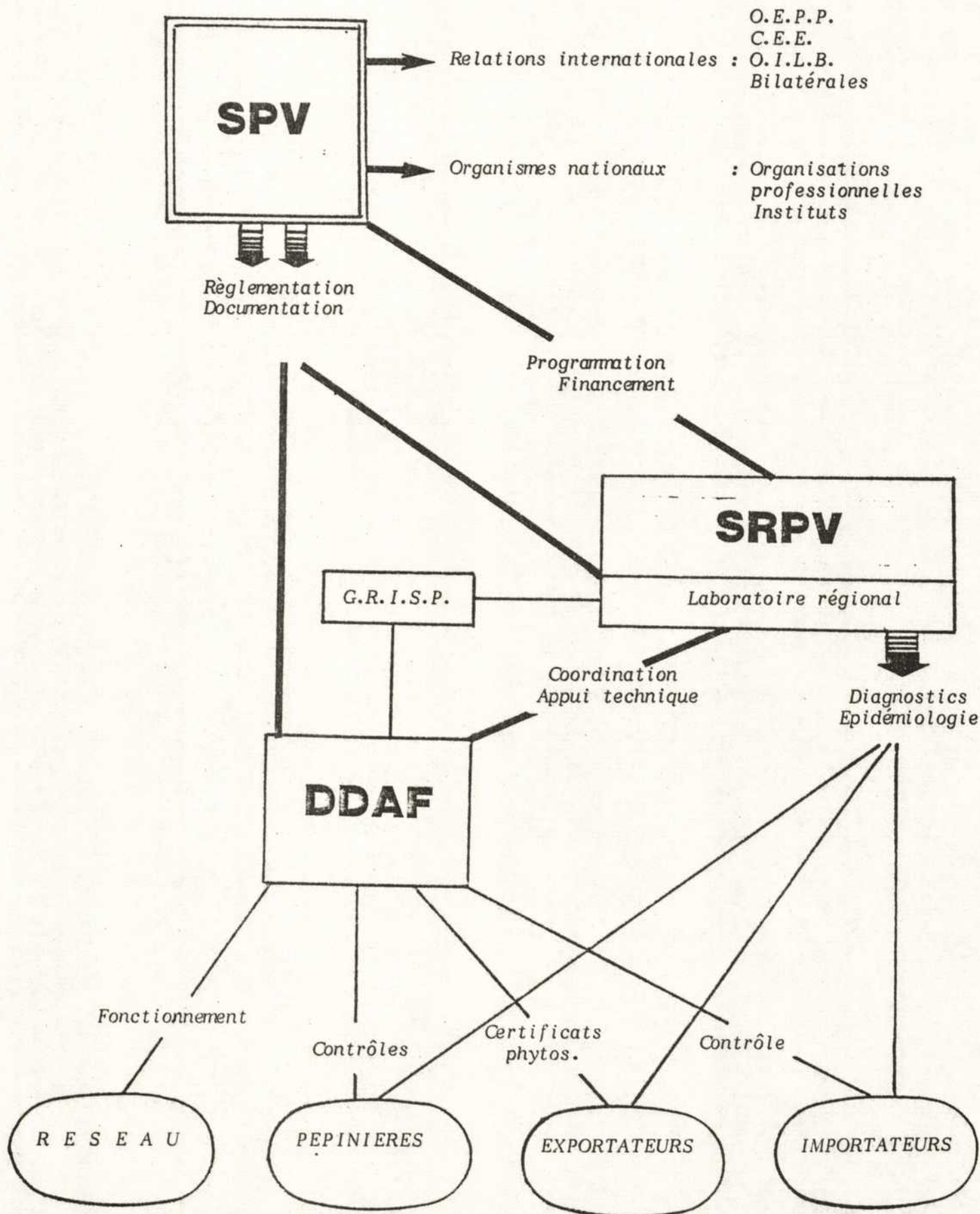
- . *Développement et conseils aux agriculteurs*

DECRET

28 DECEMBRE 1984

SURVEILLANCE SANITAIRE DU TERRITOIRE

4



LABORATOIRES



- ▲ GRISP et Laboratoires Nationaux
- Laboratoires Régionaux Spécialisés
- Laboratoires Régionaux

RESEAU INFORMATIQUE

REPARTITION DES NOEUDS ET DES
SITES REGIONAUX DE LA

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

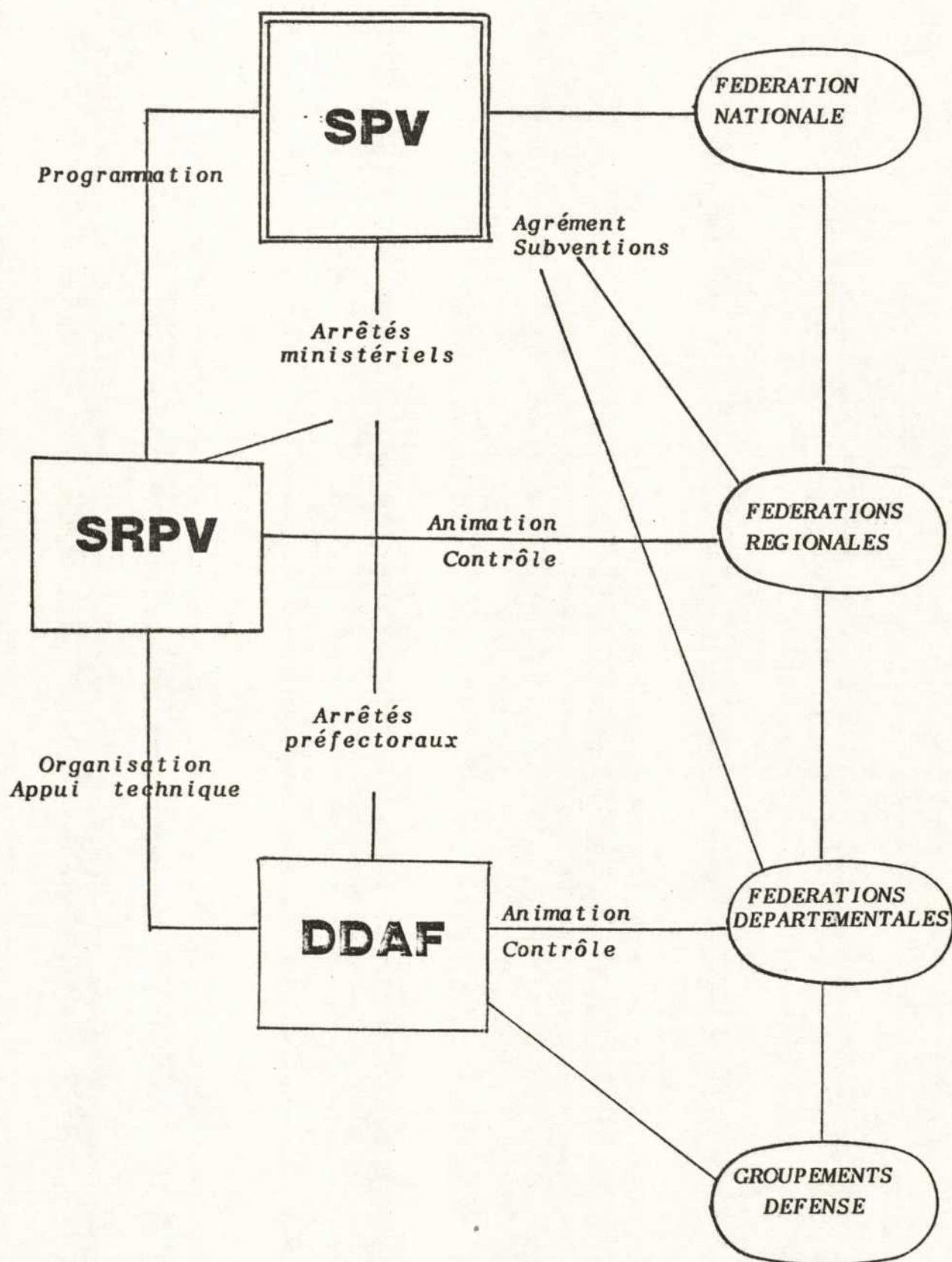


▲ Noeuds régionaux

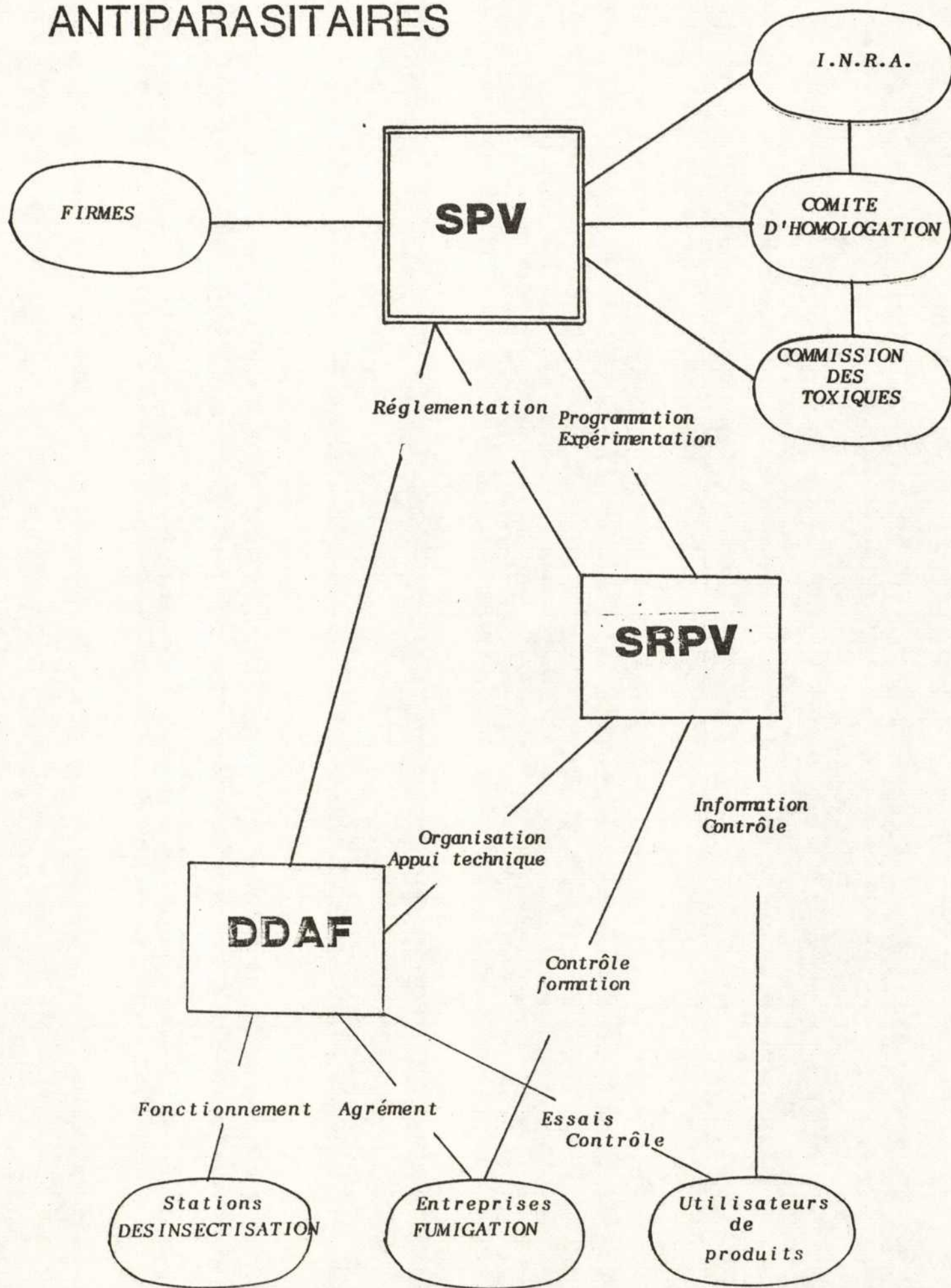
● Sites régionaux

ENNEMIS DES CULTURES DEFENSE ET PROPHYLAXIE

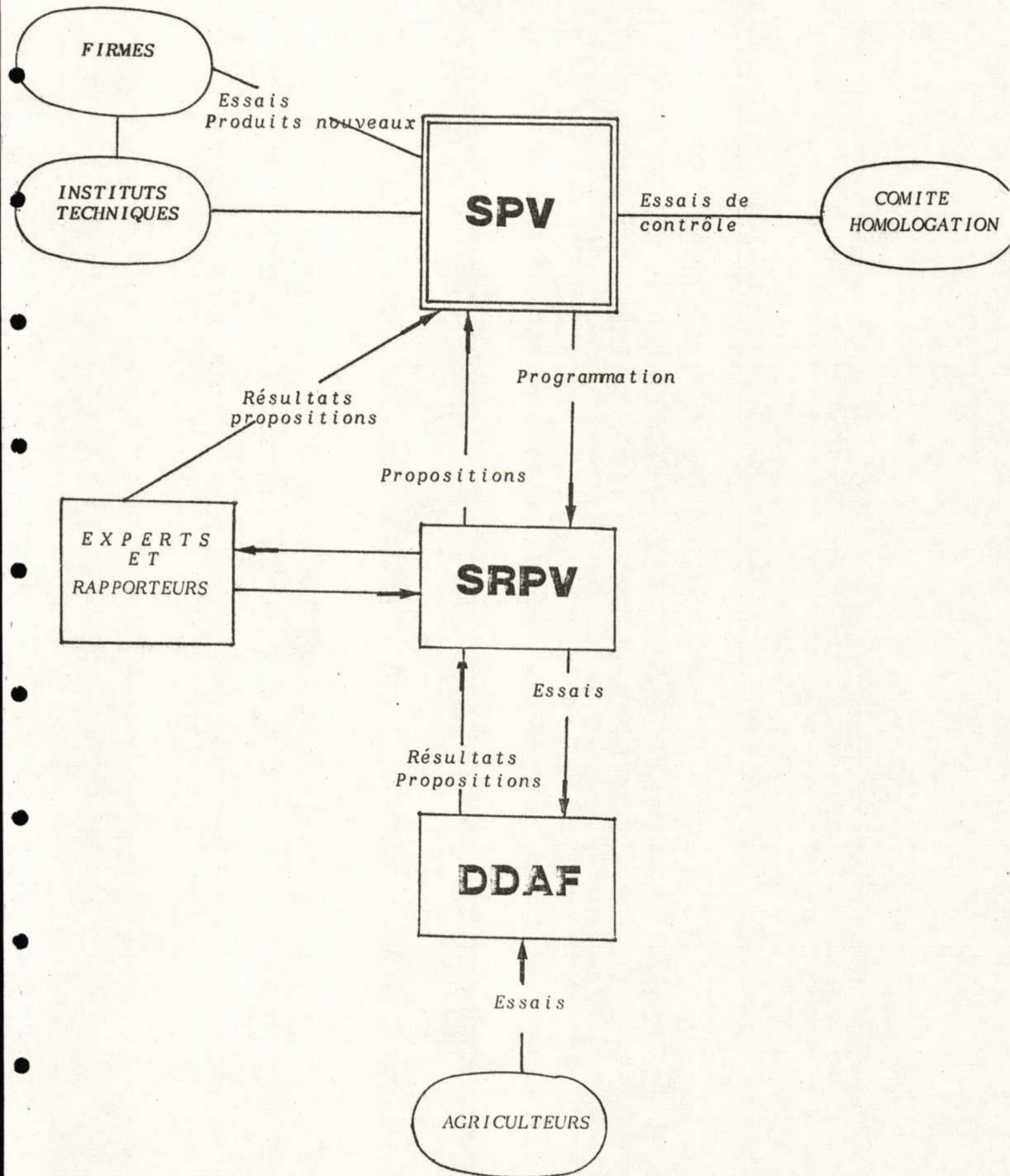
7



CONTROLES DES PRODUITS ANTIPARASITAIRES



RECHERCHE APPLIQUEE EXPERIMENTATION



AVERTISSEMENTS

AGRICOLES

